



Texte d'orientation
Congrès du Mouvement
Jeunes Communistes de France
Aubervilliers les 20, 21 et 22 février 2004

ÊTRE JEUNES COMMUNISTES AUJOURD'HUI

2, place Colonel Fabien - 75019 PARIS
Tél. : 01 40 40 12 45 - mjcf@jeunes-communistes.org
<http://www.jeunes-communistes.org>



de chapelles, des désaccords figés, tout en ne fuyant pas et en participant aux débats d'idées nous concevons notre action, notre intervention dans les luttes, notre apport à tous les mouvements de résistances et de transformations comme unitaires, rassembleurs. C'est en faisant vivre notre idéal jusque dans nos gestes que nous voulons mener la lutte nécessaire contre les possédants, les oppresseurs de la planète, des peuples, des gens ; que nous voulons faire bouger le rapport de force pour qu'enfin l'immense majorité de ceux qui subissent, souffrent de cette société puissent changer leur vie; que nous continuons d'engager notre révolution.



Le communisme : une idée neuve

Nous sommes résolu à faire tomber le système capitaliste, à en finir avec les dominations, les inégalités sur lesquelles il s'appuie, qu'il organise ainsi que celles qu'il génère et amplifie. Nous voulons construire une société d'émancipation, de liberté, de partage, de justice sociale, d'égalité, de différences. Nous voulons créer un système fondé sur la démocratie participative, la gestion collective à tous les niveaux de décision, la liberté individuelle et collective, la solidarité, la responsabilité environnementale, le partage des savoirs, des pouvoirs. Une société où tout individu peut avoir accès à tout, selon ses besoins.

Pour notre part, nous nommons cet idéal communisme.

Si le mot est entaché par l'histoire du siècle récent, il porte pour nous la volonté d'avancées humaines sur la seule base qui vaille, le partage, la construction et la réalisation commune d'objectifs individuels et collectifs, mettant en perspective une société débarrassée des soumissions, des dominations, des violences.

Cet idéal de société met l'humain et son environnement au cœur de tous les choix, qu'ils soient individuels, collectifs ou de société. Un idéal fondé sur la satisfaction des besoins humains et non sur la réponse aux exigences du capital et des marchés financiers. Nous voulons créer une société qui s'appuie sur les différences pour en faire une richesse, et non pour les nier ou pour diviser les hommes.

Nous sommes communistes parce que nous ne remettons pas un changement de société à des lendemains qui chantent, mais nous décidons de le construire ici et maintenant. Le communisme est donc pour nous le mouvement réel qui permet de faire reculer l'exploitation, la domination et l'aliénation des êtres humains, et ainsi de libérer la société du capitalisme. Nous participons donc, avec d'autres, aux contestations multiformes portant ces exigences. Et ceci à quelque niveau que ce soit : de notre cours, notre TD, notre quartier, notre lieu de travail jusqu'au niveau européen ou mondial. Nous voulons donner aux propositions alternatives au capitalisme, une force politique dans un projet concret, un processus transformateur à engager immédiatement vers une société communiste.

Nous ne pouvons croire que cette visée se réalisera ni toute seule ni même avec nous seul. Nous voulons une société du commun et c'est aussi la façon, le mode d'intervention que nous choisissons. Loin des querelles



**« UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE
MAIS IL SE TROUVE DANS CELUI-CI. »
PAUL ELUARD**

INTRODUCTION

« Bienvenue » dans un monde où l'argent prime sur les individus, où l'argent-roi régit tous les choix de société : « bienvenue » dans le capitalisme. Ce système fait tous les jours la preuve de son inhumanité et de son inefficacité : pauvreté, chômage, famines, guerres, sexisme, racismes, désastres écologiques... Il n'y a pas de fatalité à cette longue liste. Ces maux résultent de choix de société qu'il est possible d'inverser. D'autres choix sont possibles, un autre monde est à construire, c'est à cela que les jeunes et étudiants communistes veulent travailler avec tous les jeunes.



Introduction :

Le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire

I. DANS QUELLE SOCIÉTÉ VIVONS-NOUS ?

1. Rapports de domination hommes / femmes.
2. Environnement : attention danger !
3. Une société d'inégalité et de discrimination
4. Révolution informationnelle et crise du capitalisme
 - La révolution informationnelle : possibilités inédites de changer le monde
 - Cette révolution informationnelle approfondie la crise du système
5. Le Capitalisme, un système de société cohérent
 - Le système capitaliste plombe l'humanité.
 - La marchandisation de toutes les activités humaines
 - Le capitalisme concentre les savoirs et les pouvoirs entre les mains de quelques décideurs
 - L'alliance Chirac-Raffarin-Seillière approfondis la crise économique et politique
 - Cette société de toutes les divisions trouve ses promoteurs en France
 - La montée des populismes et de la démagogie.

II. ÊTRE JEUNES AU XXI^{ème} SIÈCLE

1. Les jeunes : premières victimes du système capitaliste
2. Les jeunes et la politique
3. Ils sont une poignée, nous sommes des milliards.

III. CHANGER LE MONDE : LE PROJET DES JEUNES COMMUNISTES

Une démarche permanente de rassemblement

1. Changer les rapports à l'autre
 - Pour construire d'autres rapports homme / femme, l'égalité - mixité
 - Pour une Libre sexualité
 - Un travail de mémoire pour construire l'avenir ensemble
 - Lutter contre les discriminations et s'affirmer comme citoyens du monde
 - Contre le tout répressif et pour le respect des libertés individuelles
2. Sortir de la logique de rentabilité
 - Un service public citoyen pour tous
 - Une sécurité d'emploi ou de formation.
 - Respecter l'environnement
3. Une éducation et une formation citoyenne et de qualité pour tous
 - De nouveaux droits pour les jeunes
 - Un accès pour tous à la culture
4. Pour un monde de paix et de coopération
 - Nous ne voulons plus de dominations entre le Nord et le Sud
 - Abolir la peine de mort
 - Une Europe des droits sociaux, ouverte sur le monde

Conclusion : Le communisme : une idée neuve



salariés mais serait plus élevé si le capital de l'entreprise était utilisé à la spéculation. Il faut également remettre en cause la soi-disant indépendance de la Banque un système Centrale et de la commission européenne qui ne sont indépendantes que des peuples. Il s'agit enfin de construire au niveau européen et à partir de ces réformes de sécurité de l'emploi et de la formation qui permette à chacun d'alterner librement les périodes d'embauche et de formation sans diminution de revenus.

La politique extérieure de l'Union Européenne a également besoin d'être réorientée. L'humanité possède déjà de quoi s'autodétruire plusieurs fois et les dépenses militaires des Etats-Unis sont supérieures à celles de toute l'UE réunie. Dans ce contexte, il est stupide de vouloir relancer la course aux armements et de vouloir se poser comme le concurrent de l'Empire. L'UE doit au contraire apparaître comme une force de paix en acceptant notamment de constituer une force internationale d'interposition pour protéger le peuple palestinien.

L'UE a également vocation à se tourner vers les pays du Sud ou émergents en éradiquant toutes les séquelles de la politique coloniale ou néo-coloniale que ses différents membres ont mené. Elle ne doit pas s'ériger en Europe - Forteresse mais devenir un refuge pour ceux qui sont persécutés dans leur pays d'origine.



à mort par lapidation au Nigeria. Au travers de la bataille pour la libération de Mumia Abu Jamal, sauvé deux fois de l'exécution, nous dénonçons les dérives du système judiciaire américain et réclamons l'abolition de la peine de mort aux Etats-Unis. Notre dénonciation de la peine capitale est universelle, nous la condamnons avec force dans tous les pays qui la pratiquent encore.

Une Europe des droits sociaux, ouverte sur le monde

La construction européenne telle qu'elle s'est faite jusqu'à maintenant et telle qu'elle continue à se faire va à l'encontre des valeurs que nous défendons en tant que jeunes communistes.

Nous ne pouvons accepter que le premier ensemble économique mondial précarise et exploite toujours plus les salariés qui se trouvent sur son sol. C'est à une réelle inversion révolutionnaire de cette logique qu'il nous faut travailler. Cela passe par le renforcement et l'extension des services publics à l'échelle européenne et nécessite d'opposer aux critères de rentabilité financière des critères d'efficacité sociale. Dans un premier temps, il faudrait geler les directives européennes de déréglementation afin d'en faire le bilan du point de vue de l'emploi et de la réponse aux besoins sociaux notamment. Mais le retour à l'étatisme hérité de la libération ou des modèles du socialisme réel doit être dépassé également. En effet, malgré la grande avancée sociale qu'ils ont pu représenter, les formes actuelles de services publics ne répondent plus pleinement à la demande des populations.

Il nous faut élaborer de nouvelles formes d'entreprises publiques profondément transformées dont la gestion ne soit pas confiée au seul Etat mais repose sur une gestion démocratique par les salariés, les usagers et les élus. Ceci appelle à l'extension des services publics à des domaines comme l'eau, la culture, la communication, les télécommunications, la recherche et la production pharmaceutique...

La coopération internationale des entreprises publiques doit être développée afin de partager les coûts, les pouvoirs et les savoirs.

Il faut poser au niveau européen l'exigence d'une responsabilité sociale, culturelle et environnementale des entreprises. Ceci nécessite d'opposer aux critères de rentabilité financière des critères d'efficacité sociale. Pour cela, il faut non seulement taxer les revenus financiers mais surtout refonder complètement le système du crédit en permettant de moduler les taux d'intérêt suivant la politique sociale de l'entreprise. Le taux baisserait si l'entreprise pratique une politique d'embauche et de formation de ses



Le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire

Tout au long de son histoire, le capitalisme s'est profondément transformé. Mais il continue à exploiter, à exclure, à aliéner des millions de jeunes et d'étudiants, de femmes et d'hommes au seul nom du profit. Il a montré son importante capacité d'adaptation, détournant chaque évolution technologique et civilisationnelle à son avantage. Il étend aujourd'hui sa domination jusqu'aux confins de la planète. Il installe du fatalisme dans la vie des gens et l'idée qu'on ne peut rien faire contre lui.

Nous ne nous résignons pourtant pas aux dominations et à l'exploitation. Ainsi nous ne croyons pas à ce que certains nomment depuis la chute du mur de Berlin « la fin de l'Histoire ».

Manifestations dans le monde entier contre la guerre en Irak, multiplication des mouvements sociaux en France et à travers toute la planète, Forum sociaux locaux, continentaux ou mondiaux... sont autant de signes qui montrent que partout, des jeunes et des étudiants, des femmes et des hommes se révoltent et veulent construire une autre société.



I. DANS QUELLE SOCIÉTÉ VIVONS-NOUS ?

1- Rapports de domination hommes / femmes

Notre société, issue de la morale judéo-chrétienne, continue à être dominée par un système patriarcal. Des modèles, des mentalités ancrées depuis des siècles, normalisent les comportements de l'enfance à l'âge adulte. Nous participons encore à la perpétuation du patriarcat parce que nous l'avons intériorisé. A chaque moment de nos vies, par le biais de ce que nous vivons, nous lisons et nous voyons, nous nous conditionnons parfois de manière inconsciente créant ainsi une différence entre hommes et femmes.

Il est indéniable que la condition des femmes a évolué depuis le siècle dernier, que cela soit en terme de droit de vote, de droit à l'avortement, de droit au travail reconnu. Néanmoins, force est de constater que l'Homme a du mal à dépasser 2000 ans de domination homme / femme, et ce dans tous les domaines de la vie.

Depuis quelques temps, même le droit d'être maîtresse de son corps est à nouveau remis en question pour les femmes. D'une part, elles sont de plus en plus considérées comme des femmes objets. De leur tenue vestimentaire à leur libre sexualité, tout est sujet à la critique. Et certains hommes, quelque soit leur âge et leur milieu social, vont même au-delà par des actes violents, qu'ils soient verbaux, physiques et sexuels. Ces actes violents se perpétuent à l'intérieur même de la cellule familiale : 12 % des femmes subissent des agressions physiques, 4 % sont menacées par une arme et 1,7 % séquestrées par leur conjoint. D'autre part, alors même que des femmes et des hommes se sont battus pour les acquérir, le droit à l'avortement et l'accès à la gynécologie médicale sont aujourd'hui dangereusement remis en cause. Il est inadmissible dans un pays tel que le notre que de tels droits, de tels acquis soient encore sujet à des interrogations.

La société crée en permanence des critères imposant aux hommes et aux femmes de correspondre à un idéal. Ainsi ceux, hommes et femmes, ne répondant pas à ces normes ressentent un malaise profond, posant de nouveaux obstacles à l'insertion des hommes et des femmes dans la société. Ces normes, ajoutées à l'image de la femme véhiculée par les médias, notamment certaines campagnes publicitaires, ne font



La lutte contre les pandémies et les maladies infectieuses (Sida, paludisme...) est possible à condition qu'elle devienne une priorité politique : les médicaments existent mais ils sont sous brevet et, de ce fait, coûtent cher. Il faut un plan d'urgence qui permette aux pays du Sud de mener des campagnes de prévention et de produire ou d'importer des traitements à prix coûtant. Les malades doivent pouvoir accéder gratuitement aux médicaments grâce à leur prise en charge par le Fond Mondial de lutte contre le sida. Ce fond existe mais les pays riches (dont la France) ne l'alimentent pas. La gratuité, la prise en charge globale des malades (sur le plan nutritionnel, social...) peut rapidement stopper le génocide. La lutte contre le sida peut s'appuyer sur le secteur associatif ; l'urgence de la situation impose de favoriser la mise en place de systèmes de santé et d'accès aux soins dignes de ce nom. La lutte pour l'accès aux soins doit s'accompagner d'une lutte contre la faim et contre la pauvreté. Sans cela les traitements resteront inefficaces.

Nous sommes pour supprimer le G8, refonder et démocratiser les institutions financières et commerciales internationales telles que le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale, l'Organisation Mondiale du Commerce. Il s'agit de transformer ces institutions, aujourd'hui au service du capital, pour en faire des outils répondant aux besoins humains ; les décisions prises doivent être en adéquation avec les droits de l'Homme et les conclusions des sommets de l'ONU sur les questions d'environnements, des droits des femmes, de l'enfant...

L'Organisation des Nations Unies n'échappe pas non plus à la loi du plus fort, aux logiques de dominations. Il faut sauvegarder le seul outil dont s'est doté la communauté internationale et réorienter le rôle de cette organisation, en s'appuyant sur la Charte de l'ONU. Il faut repenser le Conseil de Sécurité, et dans ce cadre là de supprimer le droit de veto car il est trop souvent utilisé comme un outil de domination.

Enfin, il est nécessaire de redonner tout son poids à l'assemblée Générale de l'ONU et de mettre en place, dans un premier temps, des mécanismes pour que chaque pays compte pour un, afin de favoriser le multilatéralisme. A terme, l'objectif serait de créer un Parlement d'envergure mondiale, élu au suffrage universel direct.

Abolir la peine de mort

Au XXI^{ème} siècle, l'objectif d'en finir avec la peine capitale nous paraît une évidence. Les luttes ont permis de sauver Safya et Amina condamnées



En Colombie, il n'y aura pas de solution militaire. Le Président Uribe, fer de lance de la droite la plus dure, joue la carte du pire et table sur une logique d'escalade de la violence avec les guérillas. Il donne pratiquement carte blanche aux mouvements paramilitaires d'extrême droite ; les exactions, enlèvements, assassinats de pacifistes, syndicalistes, militants vont redoubler. Seuls l'arrêt de la répression d'Etat, les négociations pourront permettre une issue.

Dans plusieurs régions du monde, des peuples opprimés résistent, notamment contre une armée d'occupation. Mais lorsqu'un acte terroriste vise expressément des populations civiles alors cela n'est plus du domaine de la résistance. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les attentats commis contre des civils désarmés. Aucune cause ne peut justifier de tels actes. Le terrorisme vise à semer la terreur en tuant des civils. Il a connu un tournant décisif le 11 septembre et est en train de se développer. Les politiques menées par Bush, Blair ou Sharon, loin de lutter contre le terrorisme ne font que l'alimenter.

Lutter efficacement contre le développement de ces violences nécessite d'autres réponses. Il y a besoin de coopérations policières, judiciaires, et d'interdire les paradis fiscaux, véritables plaques tournantes du crime organisé. Il faut surtout apporter des perspectives aux populations, permettre l'accès aux bases du développement, aux droits sociaux, régler les conflits... Ce sont les meilleurs moyens d'isoler les extrémistes, de saper leurs assises au sein de la population ; Il est possible de réduire considérablement le terrain sur lequel ils prospèrent.

Nous ne voulons plus de dominations entre le Nord et le Sud

La dette est utilisée pour obliger les pays en développement à se fondre dans la mondialisation capitaliste. Par ces multiples mécanismes, ils sont devenus dépendants des pays du Nord. Casser ces dominations néocoloniales est une urgence. Il est possible d'annuler l'ensemble des dettes des pays en développement. Il faut augmenter l'Aide Publique au Développement et veiller au contrôle citoyen de son utilisation, instaurer une taxation des mouvements de capitaux financiers (du type taxe Tobin), favoriser le transfert de technologie vers les pays du Sud.

Construire un monde de coopération nécessite de mettre fin au pillage des ressources naturelles, des étudiants diplômés, et de favoriser la mise en place d'une agriculture répondant aux besoins locaux assurant une souveraineté (par exemple par le respect des cultures vivrières) et une sécurité alimentaire.



qu'entretenir une vision rétrograde et dégradante de la femme et ce dans tous les domaines de la vie. Ceci ne faisant alors qu'accroître non seulement la remise en question de la maîtrise de son corps en tant que femme mais en plus la difficulté à assumer sa place dans la société que cela soit dans le monde du travail ou au sein du couple.

Il est facile de constater que dans notre pays les femmes sont les premières touchées par le chômage, les bas salaires, la précarité. Les inégalités hommes / femmes sont les plus criantes dans le monde du travail. On constate encore aujourd'hui qu'à un niveau d'études équivalent voir supérieur à celui des hommes, qu'à un statut professionnel égal à celui des hommes, les femmes restent moins bien rémunérées que ces derniers, les écarts de salaires sont environ de 27 % entre les hommes et les femmes. Plus touchées que les hommes par le chômage, du fait souvent qu'un employeur privilégie l'embauche d'un homme à celle d'une femme, pour diverses raisons rétrogrades, les femmes sont poussées à accepter des emplois précaires pour subvenir à leurs besoins. Aujourd'hui 51 % des chômeurs sont des femmes alors même qu'elles ne représentent que 45 % de la population active et 80 % des bas et très bas salaires sont féminins. Que dire encore du harcèlement moral, du chantage et du harcèlement sexuel le plus souvent commis par un supérieur hiérarchique. Et les congés de maternité et de paternité ? Certes depuis 2002 les pères ont le droit à 2 semaines de congé, mais il est encore insuffisant. La France reste en retard sur ce point en comparaison de certains pays européens, notamment les pays scandinaves.

Et quand est-il de leur place au sein du couple, lorsque l'on voit qu'en France de nouvelles allocations incitent les femmes à ne pas travailler pour élever leurs enfants ? Voulons-nous retourner à des visions simplistes des rapports entre homme et femme, qui placent la femme au foyer et l'homme au travail ? Voulons-nous en arriver aux travers des mouvements ultra féministes qui prônent la domination de la femme sur l'homme ? NON. Nous voulons plus que jamais vivre dans un monde qui prône l'Egalité - Mixité.

Les femmes françaises sont victimes des « us et coutumes », de la recrudescence de la violence, du non respect de leur corps, du bafouage de leurs droits, et ce comme des millions d'autres femmes à l'échelle mondiale. Partout dans le monde des femmes sont dominées, soumises, exploitées, prostituées, parfois lapidées, excisées, voir exécutées.

Ces violences, ces dominations en tout genre, s'expriment quotidiennement, jusque dans des attitudes intériorisées par les hommes et les femmes,



entravant l'autonomie des femmes et remettant en cause leur liberté et leur droit au respect.

Il faut plus que jamais lutter de nos quartiers à la planète contre toutes les dominations dont sont victimes les femmes. Si nous agissons chaque fois qu'une remise en cause des droits des femmes a lieu en quelque partie du monde, nous ne pouvons que faire de même dans notre pays, nos villes, nos facs, nos lycées...

Les acquis doivent être maintenus, nous devons lutter pour cela mais aussi pour de nouveaux droits, pour un respect mutuel entre hommes et femmes, et pour l'égalité.

2. Environnement : attention danger !

Le système capitaliste fait passer le profit avant la préservation de l'environnement et de la planète. Nous nous élevons contre cette logique et contre le productivisme, contre le droit de certains Etats et des multinationales à polluer, de plus, nous condamnons le détournement idéologique du discours anti-productiviste qui concourt à étouffer dans l'œuf les pays les moins développés. Le développement humain, l'action humaine sur la nature, le progrès technologique ne doivent plus être opposés à la préservation de la nature. Les catastrophes de l'Erika et du Prestige, le refus des USA de ratifier et d'appliquer le protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les bouleversements climatiques entraînent notre planète vers l'abîme. Le problème des OGM, l'absence de cohérence et de vision à long terme des politiques énergétiques comme les déchets nucléaires... Le problème de l'eau est primordial aujourd'hui et le sera encore plus demain. Non seulement, il y en a de moins en moins alors que la population augmente, de plus sa répartition est très inégale. Cette lutte va devenir l'un des enjeux principal du 21^{ème} siècle. Il faut se donner les moyens pour résoudre cette crise, ce qui ne coûterait pas plus que la guerre en Irak.

Toutes ces questions, et d'autres, appellent des réponses et des alternatives rapides avant que nul retour en arrière ne soit possible.

3. Une société d'inégalité et de discrimination

Vivre ensemble, en paix avec notre planète et ceux qui y vivent est une exigence qu'il convient plus que jamais de promouvoir, du quartier jusqu'au



4. Pour un monde de paix et de coopération

Parce que la Paix est un élément constitutif des valeurs que portent les Jeunes Communistes, nous allons continuer à mener la lutte contre la guerre. Nous sommes porteurs de nombreuses propositions pour que cessent les occupations et les répressions, pour le droit à l'autodétermination des populations. Redonner des droits et la dignité aux peuples opprimés est la condition du règlement des conflits, que ce soit au Proche Orient, au Sahara Occidental, en Colombie, pour le peuple Kurde, en Irak, en Tchétchénie...

Au Proche Orient, nous continuons à crier notre envie d'une paix juste et durable, et dénonçons l'occupation des territoires palestiniens. La solution ne pourra être militaire. La seule issue sera d'ordre politique. Nous travaillons en partenariat avec les progressistes palestiniens et israéliens pour la coexistence pacifique de deux Etats indépendants et viables. La création de l'Etat palestinien sur l'intégralité des territoires occupés en 1967 avec Jérusalem Est comme capitale, rend possible le droit au retour ou l'indemnisation de tous les réfugiés.

Nous continuerons à exiger de l'Union Européenne l'envoi immédiat d'une force internationale de protection des peuples palestinien et israélien sous l'égide de l'ONU, et le gel de tous les accords d'association commerciaux avec Israël tant que les droits de l'homme ne seront pas respectés. Le respect des droits humains impose l'arrêt, le démantèlement des colonies et le retrait de l'armée israélienne d'occupation.

En Irak, il y a urgence à en finir avec l'occupation et à transférer le pouvoir aux irakiens. Le Conseil de Gouvernement Intérimaire est un premier pas, très imparfait, vers cette souveraineté. La mise en place d'institutions démocratiques ne sera possible qu'en permettant aux populations irakiennes d'être en maîtrise du processus, d'avoir le contrôle des pouvoirs (y compris dans le domaine économique). L'ONU doit assurer ce rôle, et créer les conditions de la protection du peuple irakien, en obligeant notamment les va-t-en-guerre à réparer leurs dégâts.

En Tchétchénie nous dénonçons les exactions et l'occupation russes. Il faut s'insurger contre l'impunité de Poutine. Dans cette situation où un peuple est littéralement écrasé, seule la communauté internationale peut intervenir, mais nombre de pays ferment les yeux et se taisent pour protéger leurs intérêts avec le géant russe.



De nouveaux droits pour les jeunes

La société doit faire le pari de sa jeunesse, en permettant à chacun d'être autonome pour construire sa vie, son projet d'avenir. C'est une logique de promotion de l'individu, avec un objectif de justice sociale, de réponse aux nombreux besoins des jeunes, qui conduit les jeunes communistes à présenter un dispositif de nouveaux droits. Ce dispositif comprendrait ces trois allocations ainsi que le droit au logement, à la santé, la culture, au transport...

Un accès pour tous à la culture

La logique de marché impulsée et dominée par le modèle états-unien, entraîne une uniformisation des goûts, une standardisation de la culture. Elle est un instrument de contrôle des esprits autour des valeurs du capitalisme et d'appauvrissement de la culture universelle.

Il est fondamental de résister par la création artistique libre et de promouvoir la diversité culturelle. Pour ce faire, il faut absolument exclure les échanges culturels des compétences et des disciplines de l'OMC ; l'UE doit refuser, dans le cadre de l'AGCS, de renégocier « l'exception culturelle » qui préserve aujourd'hui la création française. Nous devons au contraire forger un nouvel instrument juridique de portée internationale pour réguler la création mondiale. Dans la même optique, il faut aider à préserver et à promouvoir la diversité linguistique sous toutes ces formes (langues, dialectes, langues des signes...).

Nous soutenons la lutte des intermittents du spectacle. Afin de préserver la création il s'agit de mettre en place de nouvelles normes de gestions transparentes permettant la mutualisation des crédits et la mise en place de statuts non précaires pour les professions artistiques et culturelles qui permette de prendre en compte la spécificité des métiers artistiques et permettre de garder la création à l'abri des lois de l'offre et de la demande ou de logiques comptables.

Il faut encourager et développer les lieux de création et de diffusions culturels, obliger les grands médias audiovisuels, par la réglementation nationale, à développer la création.

L'effort doit aussi être porté sur l'accès des populations à la culture : pass culture, gratuité pour les plus précaires, développement de l'information sur les événements culturels, régulation de la distribution sur le territoire...



monde.

Le capitalisme, est un système qui divise les gens pour mieux régner : montée du communautarisme, du racisme

Partout dans le monde on assiste à une montée des fondamentalismes, des obscurantismes. Le repli sur soi, le retour de l'ethnocentrisme, mais aussi l'action des forces capitalistes poussent les hommes vers le communautarisme, la non-reconnaissance de la différence.

Un peu partout en Europe, des idées de haine, de rejet de l'autre font leur nid. Développant un discours autoritaire, stigmatisant des minorités, prônant le repli, les forces d'extrême-droite ont su rassembler des électeurs au point d'être en situation de participer aux fonctions exécutives dans plusieurs pays et régions. Elles ont poussé la droite à chasser sur leur terrain ou même parfois à composer avec elle pour rester au pouvoir. Elles ont adopté une attitude décomplexée et conquérante en flattant les instincts les plus égoïstes. A l'aube de l'élargissement de l'Union Européenne, les peurs remontent à la surface, les exaspérations et déceptions, les désespérances trouvent à s'exprimer au travers de ces forces régressives. Au-delà de ces poussées extrémistes, un peu partout la démocratie perd du terrain, et ce, malgré les mobilisations citoyennes à l'échelle internationale.

En France des valeurs telles que la laïcité sont déconstruites pour diviser. De véritables pressions existent pour remettre en cause ce principe de séparation de la société civile et de la société religieuse. Christine Boutin brandissant la bible dans l'enceinte de l'Assemblée nationale lors du débat sur le PACS, associations juives traditionalistes revendiquant et imposant des créneaux horaires séparés pour les femmes dans les piscines municipales, pressions qui s'exercent au sein même des écoles sur certains jeunes ne faisant pas le ramadan : pas à pas, l'intransigeance religieuse gagne du terrain et colonise peu à peu l'espace public.

Ces pressions ne sont pas sans lien avec un regain de vigueur des fondamentalismes religieux. Pour ces idéologies, les règles sociales sont une émanation de Dieu, et non des productions humaines et historiques à propos desquelles des divergences et des négociations peuvent et doivent exister entre les hommes. Une telle vision du monde est tout simplement incompatible avec la démocratie et la liberté.

Le poids des idées de l'extrême droite sur l'échiquier politique enflé de manière considérable de telle sorte que le danger du fascisme est plus présent que jamais. La politique du gouvernement est marquée sur le fond par l'idéologie d'extrême droite et sur la forme par une démarche



populiste. Et à trop jouer avec le feu, c'est notre démocratie qui risque de s'embraser. Le thème de l'insécurité comme priorité absolue au cours de la campagne présidentielle de 2002, ou le débat actuel sur la laïcité, témoignent de cette montée en puissance de ces idées. Nous avons même affaire à une banalisation de ces propos véhiculé par les membres du gouvernement eux-mêmes. Le Front National apparaît donc comme un partis respectable.

4. Révolution informationnelle et crise du capitalisme

La révolution informationnelle : possibilités inédites de changer le monde

Quoi de commun entre notre vie et celle de nos grands-parents ? Les nouvelles technologies, le développement des transports et des moyens de communication changent notre perception et notre lien à la planète, à l'environnement et aux autres. Les savoirs nous ouvrent de nouvelles voies d'émancipation. Conjugués aux nouvelles technologies, ils transforment profondément le travail et son contenu : depuis les années 1970, 30 % de nouveaux métiers ont fait leur apparition, et ce phénomène va s'amplifier.

L'ensemble de ces bouleversements fonde la révolution technologique et informationnelle.

Cette révolution peut permettre d'envisager d'immenses progrès pour l'humanité toute entière. Les potentialités qu'elle laisse entrevoir peuvent nous permettre d'imaginer un bouleversement civilisationnel sans précédent. En lien avec la révolution biotechnologique, il n'apparaît plus fou de se débarrasser de ces fléaux que sont la misère, le chômage, la famine... d'en finir avec les maladies venues d'un autre siècle, d'effectuer d'immenses progrès quant au traitement de nouvelles maladies. Elle nous laisse percevoir un monde qui pourrait se libérer de nombreuses aliénations.

Cette révolution informationnelle approfondie la crise du système

Cependant cette révolution s'opère dans un système en crise.

Dans sa course au profit, le capitalisme financiarisé (qui s'appuie sur la finance) s'accapare cette révolution. Il l'utilise dans sa logique de l'argent pour l'argent, de suraccumulation du capital en défaveur des salariés. Ce qui amène une baisse de la consommation, le chômage, la précarité, la baisse des salaires.



et qui suscite la curiosité artistique et culturelle. Une école où l'on puisse former son esprit critique, une école qui forme des citoyens capables de réellement choisir leur emploi. L'apprentissage doit être aussi une formation privilégiée préparant au monde du travail. Mais aujourd'hui, les apprentis sont de la main d'œuvre bon marché pour les employeurs ce qui constitue une entorse à l'obligation de formation. Nous exigeons un véritable statut de l'apprentis garantissant des droits qui obligerait les employeurs à respecter le code du travail.

Il est essentiel de veiller à proscrire l'exclusion d'une partie croissante de la jeunesse du système scolaire. Cela nécessite une formation de qualité pour tous et qui soit davantage adaptée à la diversité de la jeunesse. Par ailleurs, une richesse d'information concernant les orientations professionnelles est indispensable quant à la possibilité de chacun à se projeter dans son avenir.

Pour construire notre rapport de force pour changer la société, il faut redonner des possibilités d'analyser et de critiquer ce monde. Nous affirmons le rôle essentiel de l'Education Populaire qu'il nous faut réinvestir : centre de loisir, associations citoyennes, formations à l'animation, Mouvements de jeunesse... Cela passe aussi par une augmentation des moyens humains, matériels et financiers, par une véritable réforme pédagogique ainsi que du contenu des cours, par la création et le développement de lieux de vie, d'expression, de citoyenneté.

Ce projet est possible uniquement dans le cadre d'un service public ambitieux, laïc et véritablement gratuit. La société doit permettre à chaque jeune de poursuivre ses études en toute sécurité, sans avoir à se salarier pour les financer. Chaque jeune diplômé doit pouvoir trouver un vrai travail correspondant à sa qualification. Les jeunes en échec scolaire doivent pouvoir se former à nouveau s'ils le souhaitent. C'est pourquoi les jeunes communistes proposent la création de trois allocations : allocation d'étude différenciée selon le niveau d'étude, l'âge, les conditions sociales, géographiques..., allocation de recherche de premier emploi, allocation pour les jeunes les plus en difficulté qui sortent du système scolaire sans diplôme. Celles-ci seraient adossées à un dispositif leur permettant d'intégrer un emploi et/ou une formation.

Ces allocations contribueraient à la création d'un statut de l'étudiant garantissant les droits au logement, à la formation, à un revenu différencié en fonction de la situation et des besoins de chaque étudiant, aux loisirs et à la culture et à la gratuité des transports.



Nous voulons voir se mettre en place un grand service public mondial de l'eau. Fournir l'eau potable et assurer sa reproduction d'année en année pour tous les êtres humains vivants sur la planète ne demande que la mise en place d'un fond de 80 milliards de dollars. Ce qui équivaut à la rallonge budgétaire demandée par Bush au congrès américain pour trois semaines de guerre en Irak !

Nous demandons que se travaille, sur le même mode, une coordination mondiale sur l'air, la nourriture, la santé, l'énergie... Les politiques énergétiques doivent garantir à tous les habitants de la planète le droit à l'énergie, contribuer au développement des énergies alternatives au nucléaire, notamment en encourageant la recherche expérimentale y compris pour le recyclage des déchets de première génération.

La recherche sur les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) dans l'agriculture, majoritairement menée par des firmes privées, est axée sur l'augmentation de productivité des cultures et de leur rentabilité. La malnutrition et la faim dans le monde sont le résultat de choix politiques. Elles ne sont en rien une fatalité : les techniques actuelles de production peuvent répondre aux besoins alimentaires de l'ensemble de la population mondiale, y compris en préservant l'environnement. Les OGM ne sont donc pas une nécessité, encore moins une urgence. Les effets à long terme des OGM sur l'environnement et sur la santé humaine ou animale sont encore méconnus. Ils représentent en outre une tentative de posséder le vivant par le biais des brevets. Dans la logique capitaliste, ils peuvent être une arme redoutable de domination. Pour toutes ces raisons, nous demandons un moratoire mondial sur le commerce des OGM dans l'agriculture. Nous exigeons une réorientation et un développement des recherches vers le domaine public, accompagnée d'un principe de précaution.

La mondialisation capitaliste impose d'autres choix comme la satisfaction des marchés financiers. Le combat pour un autre monde, respectueux de la planète passe par le combat contre le capitalisme mondialisé.

3. Une éducation et une formation citoyenne et de qualité pour tous

Pour cela il faut révolutionner le système éducatif. Au XXI^{ème} siècle, l'école ne doit plus être synonyme de sanctions (sanction à l'orientation, sanction à la note), d'échec, d'ennui, de sélection sociale ou d'inégalités. Nous voulons une école qui prépare chacun à se former tout au long de la vie



Or le capitalisme ne peut résoudre cette crise comme par le passé avec la destruction de capital ou par un nouveau partage des richesses car sa recherche du profit à tout prix l'en empêche.

D'autre part cette révolution demande d'immenses efforts de formation des populations. Cela représente un coût que les capitalistes refusent de payer. D'où des tentatives perpétuelles de sortie de crise pour réaliser de nouveaux profits : Privatisation des services publics, marchandisation du savoir, du vivant et de toutes les activités humaines. C'est dans cette course folle que le capitalisme nous entraîne pour répondre à sa crise. Aucun pays de la planète n'est épargné. Ce système est un facteur aggravant, une source d'autres crises dans notre société : crise de la politique, crise des repères collectifs et individuels...

Face à toutes ces évolutions, l'une des questions qui se posent à nous est : Peut-on encore parler de lutte des classes ? La démocratisation de l'université a permis de former des travailleurs aux nouvelles technologies. Ainsi la traditionnelle classe ouvrière n'existe plus face à une classe bourgeoise dont les intérêts étaient divergents et inconciliables. Aujourd'hui une minorité de personnes concentrent les pouvoirs, les savoirs et l'argent. La domination se fait sur tous ces domaines. Classe dominée diversifiée : extension du salariat, apparition de nouveaux métiers, diversification des statuts mais qui ont même point commun.

La force du capitalisme a été jusqu'à présent de casser le modèle de classe sociale, de diviser les gens pour qu'ils ne s'inventent pas un avenir commun. Nous jeunes et étudiants communistes affirmons qu'il existe un affrontement de classes : entre une classe dominante, ceux qui détiennent le capital et qui décident des finalités de toutes les activités et une classe dominée, les exploités qui possèdent juste leur force de travail.

Notre force de jeunes et d'étudiants communistes est de s'appuyer sur les intérêts convergents de cette classe. Les précaires n'étant pas les ennemis des salariés, ni les chômeurs ceux des précaires. Leur point commun à tous est d'être exploités : salariés, sans-papiers, jeunes, femmes... c'est en luttant tous ensemble que nous pourrons construire un avenir commun et abolir toutes les dominations.



5. Le capitalisme : un système cohérent

Le système capitaliste plombe l'humanité

Il engendre les inégalités, le chômage, l'exclusion, la destruction de l'environnement, la mise en concurrence des individus et des territoires. Depuis l'effondrement du bloc de l'Est, les repères des relations internationales se sont profondément modifiés. L'équilibre mondial se fragilise de plus en plus, et aucune partie de la planète ne représente véritablement un modèle à suivre. Les Etats-Unis pensaient prendre la place d'« unique leader incontesté » dans le monde, or la réalité est tout autre. L'empire américain s'effrite, nous assistons à une de ses crises les plus sérieuses, voire peut-être celle qui annonce son déclin. En effet, l'économie américaine est en crise profonde, avec une balance commerciale en déséquilibre, mettant ce pays consommateur en état de dépendance face aux régions productrices ; l'armée états-unienne n'entre plus dans un conflit important et ne s'attaque qu'aux plus faibles ; l'idéologie différentialiste, mettant l'américain blanc au dessus des autres peuples, regagne du terrain et provoque une montée du replis sur soi et de l'exclusion dans la politique intérieure et extérieure. Face à cette déstabilisation, les dirigeants américains font « la politique de l'ivrogne », c'est à dire titubant, sans direction ni projet précis à long terme ; provoquant une crainte dans son entourage ; espérant ainsi conserver l'image du leader. Tout cela se fait au mépris du respect de l'Homme et de son environnement. Dans un contexte de guerre économique à l'échelle de la planète, des gouvernements, des entreprises transnationales sont prêts à tout pour continuer à dominer. Le monde globalisé est en état de guerre. La guerre s'étend et la politique recule. Les conflits s'étendent, s'enlisent et se répercutent du local au global. Les oppositions se déplacent. Le temps des guerres impérialistes, guerres entre nations, entre blocs ou de libération est fini. La guerre mondialisée est civile, elle peut être entre puissances privées, elle oppose les peuples, les cultures, les religions, les identités. La guerre n'est plus considérée comme une rupture de paix mais comme une négation totale de la notion de paix. Elle n'est plus le prolongement d'une politique par un autre moyen, elle devient aujourd'hui le mode de gouvernance. Elle est permanente. Elle est substance du pouvoir à tous les niveaux de la société.

La guerre et l'occupation en Irak en sont l'illustration la plus visible. Après avoir subi pendant 10 ans un embargo aux conséquences meurtrières,



plus, celui-ci marquerait un dépassement du capitalisme dans la mesure où il rendrait possible une maîtrise collective du niveau de production. Ce système nécessite une révolution de la finance par l'imposition du contrôle démocratique des institutions financières, à commencer par les Banques Centrales, et par l'orientation des crédits vers les investissements favorables à l'emploi et aux salaires et non la spéculations. Ainsi, nous exigeons la mise ne place d'un contrôle par les salariés, les associations de chômeurs et les citoyens des fonds publics versés aux entreprises, ce qui ne saurait être que la contre-partie des ce système. La Sécurité d'emploi ou de formation est d'autant plus révolutionnaire que son financement est viable et possible notamment avec un crédit sélectif en fonction de la politique des entreprises en matière de création d'emploi et de formation.

Respecter l'environnement

Il y a urgence. L'état de dégradation de la nature laisse entrevoir, à plus ou moins long terme, des difficultés accrues pour simplement y survivre. Il y a là une urgence non seulement pour nos propres vies mais aussi pour les futures générations.

Il nous faut combattre les pollutions à tous les niveaux. Nous réclamons la mise en place d'une législation internationale réellement contraignante, avec les moyens de son application sur les pollueurs, quels qu'ils soient. Des gaz à effet de serre, aux pétroliers et autres chimiquiers, jusqu'aux produits toxiques utilisés dans l'agriculture ou l'industrie... Nous ne pouvons plus laisser faire !

Plus qu'une volonté de répondre aux besoins, nous sommes dans les pays du Nord face à une logique productiviste, tant en matière d'énergie, que de denrées ou de biens de consommations. Des règles nouvelles au plan mondial doivent nous protéger des catastrophes telles que l'ERIKA ou la grippe aviaire. Nous affirmons la nécessité du principe de précaution, de la recherche d'énergies non-polluantes, de l'appropriation citoyenne et sociale des grandes problématiques imposées par les progrès scientifiques et technologiques ; l'éducation à l'environnement en est un moyen. Ces trois principes imposent la création de services publics nouveaux tels que l'eau, le traitement des déchets de l'activité humaine, du vivant, de la recherche, de l'énergie. Des services publics sous le contrôle des citoyens dont les critères de gestion seraient l'efficacité sociale et le respect de l'environnement.



La France est dotée d'un service public relativement performant par rapport au reste de l'Union Européenne mais qui subit depuis les deux dernières décennies des attaques en règles de la part des gouvernements successifs qui visent à le rendre une fois de plus rentable sans se soucier de son efficacité.

Ces attaques sont de plus en plus féroces avec ce gouvernement de droite libérale.

Nous pensons au contraire que la santé, la sécurité sociale, les retraites, l'eau, l'électricité, les transports et l'éducation... doivent servir l'être humain dans son développement, sa formation et son épanouissement. Cela passe par exemple par le remboursement à 100 % de tous les moyens de contraception par la sécurité sociale ou encore la suppression de tous les frais d'inscription et de scolarité. A ce jour, nous, jeunes communistes, trouvons que la situation du logement social est inadmissible. Quantité insuffisante, loyers prohibitifs et insalubrité beaucoup trop fréquente font que les jeunes, qu'ils soient étudiants, salarié ou chômeurs trouvent trop difficilement un logement décent, obligeant une partie d'entre eux-ci à se tourner vers des logements précaires, tels que des hôtels meublés, parfois insalubres, et cela sur conseil des autorités locales. Quant aux handicapés, trop peu de lieux de résidences accessibles à leur bourse sont adaptés à leur situation.

C'est pourquoi nous exigeons des pouvoirs publics la mise en place d'un réel programme de réhabilitation et de construction de logements sociaux.

Une sécurité d'emploi ou de formation

Tous ces principes doivent être mis en application et s'accompagner d'une sécurisation de l'emploi et de la formation tout au long de la vie.

Cela implique une toute autre organisation de la société, fondée non plus sur l'exploitation, le chômage et l'exclusion, mais sur l'alternance de périodes d'emploi ou de formation, dans une sécurité de droits et de revenus. Un tel projet implique évidemment de créer des emplois pour répondre à tous les besoins qui demeurent insatisfaits, de créer des nouveaux métiers qu'appellent les évolutions de la société. Les jeunes bénéficieraient directement de ces créations d'emplois, tout en acquérant de nouveaux droits dans l'entreprise : participation aux choix internes et de stratégies de l'entreprise, de meilleures conditions de travail et une revalorisation des salaires. A un niveau plus global un tel système permettrait un partage des savoirs au niveau mondial via la mutualisation des formations. De



l'Irak a été détruite par un conflit qui a fait des milliers de victimes. Aujourd'hui l'occupation sert les intérêts de Washington et des pays qui ont des troupes sur place. La population est laissée pour compte, elle fait face aux dures réalités de l'occupation et aux violences quotidiennes qui en sont la conséquence. La stratégie de guerre adoptée par Bush et autres Blair, prend prétexte de la lutte contre le terrorisme. En réalité, loin d'apporter des réponses, la guerre et les dominations ne font qu'alimenter le terreau sur lequel prospèrent les extrémistes. Bush instrumentalise la lutte contre le terrorisme pour asseoir son pouvoir et servir les intérêts américains ; en véhiculant l'idée du « choc des civilisations » il rajoute de l'huile sur le feu et se place dans une dangereuse logique d'escalade et d'affrontement.

Au Proche Orient, Sharon mène une politique délibérée d'humiliation, de provocation, de répression. Il sait que cela ne stoppera pas les attentats suicides : il alimente ainsi le cycle de la violence qui empêche toute reprise des négociations et donc toute marche vers la création d'un Etat Palestinien. L'immense barrière qu'il construit en Cisjordanie est un mur de la honte, véritable calvaire pour des milliers de palestiniens.

En Amérique Latine, le gouvernement Bush ne s'embarrasse plus de principes pour renforcer les dominations. Intervention en Colombie avec le « Plan Colombie », projet de déstabilisation à Cuba, la liste des ingérences est longue. L'implication des Etats-Unis dans la déstabilisation de la république bolivarienne du Venezuela, dans une logique panaméricaine, à la fois dans le coup d'Etat contre son président Hugo Chavez en avril 2002 et le financement constant des partis contre révolutionnaires de droite, montre que l'impérialisme piétine toujours la démocratie et le droit des peuples à s'autodéterminer.

En Birmanie, les mêmes logiques de profit prévalent. Des multinationales s'accommodent bien avec la dictature militaire et les violations des droits de l'homme. L'exemple de Total, entreprise française qui profite du travail forcé et engrange des millions en Birmanie, est éclairant quant au cynisme du capitalisme.

La marchandisation de toutes les activités humaines

Pour tenter de sortir de sa crise, le capitalisme étend la marchandisation à toutes les activités humaines. Santé, culture, éducation et autres services publics tout est bon pour faire des profits. Même la marchandisation du corps humain s'institutionnalise, du trafic d'organe aux nouveaux esclaves en passant par la prostitution.



Au niveau mondial, le projet d'AGCS (Accord général sur le commerce des services), entend soumettre aux lois du marché les services publics, la santé, l'éducation, mais aussi la culture, réduite à la condition de marchandise, source de profit. Le MEDEF et le gouvernement, au diapason de cette logique destructrice, ignorent le sens du mot « création ». Ils ne connaissent que le terme de « rentabilité ».

En Europe, les gouvernements et la Commission Européenne multiplient les accords et les directives pour libéraliser les marchés, privatiser les services et asseoir totalement la domination des marchés financiers. Depuis maintenant 30 ans, les politiques néo-libérales et sociale-libérales se développent dans l'ensemble de l'Europe. Les gouvernements en sont, bien sûr, les premiers maîtres d'œuvre. Ils ont imposé aux services publics l'impératif de rentabilité, en lieu et place de la réponse aux besoins des populations. Ce fut le cas pour les transports, les télécommunications, le logement... Cette offensive se poursuit en direction de l'éducation, de la santé, de la culture, de la recherche et par le biais de nouvelles privatisations. L'Europe libérale est un espace de valorisation des capitaux, de mise de concurrence des salariés. Elle est un outil de compétition pour les capitalistes au niveau mondial.

Le capitalisme concentre les savoirs et les pouvoirs entre les mains de quelques décideurs

Du local au mondial, il impose des institutions qui éloignent les citoyens des pouvoirs de décision. Au niveau économique, le Fond Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce véhiculent les politiques libérales au mépris des populations. Il en est de même en ce qui concerne les institutions politiques. Les Nations Unies sont corsetées par l'écrasant pouvoir des membres permanents du Conseil de Sécurité. La construction européenne est, elle aussi, une arme dans la compétition internationale. Les différents traités européens (Maastricht, Amsterdam, Nice) ont offert les outils institutionnels pour imposer à l'ensemble des peuples d'Europe des politiques de destruction sociale, de gestion comptable des besoins, de rigueur budgétaire. Le projet de constitution européenne a lui pour but de les graver dans le marbre et d'empêcher toute déviation de cette ligne libérale.

Alliée à une concentration des pouvoirs, celle des savoirs conduit depuis plusieurs années à un recul de la démocratisation de l'accès au savoir. Dans les pays « développés », cela se traduit notamment par un retour de la sélection sociale dans l'enseignement et à l'entrée de l'enseignement



Nous devons dénoncer avec force ce phénomène afin de mettre un coup d'arrêt à l'engorgement des prisons. Nous devons affirmer le droit de chaque être humain à vivre dans la dignité, quelles que soient les erreurs qu'il a commises par le passé. Enfin, nous devons nous poser la question de la finalité du système carcéral. Cette finalité doit être de permettre aux individus emprisonnés de réintégrer la société et de s'y épanouir en jouissant pleinement de leurs droits.

Or, c'est un fait avéré, nombre d'anciens détenus récidivent dès leur sortie de prison. Leur enfermement n'adoucit pas, il endurecit et marginalise davantage. Il est donc indispensable de promouvoir une refonte totale du système carcéral. Cela passe, en amont, par la nécessité de préférer la prévention à la répression, sans pour autant tomber dans le tout permissif. Cela passe également par l'arrêt des incarcérations pour des délits mineurs. Les nouvelles sanctions applicables aux prostituées, aux gens du voyage, aux sans abris, aux simples consommateurs de cannabis, sont aberrant et constituent une dangereuse entrave aux libertés individuelles. Affirmons notre désaccord face au développement d'un état policier qui nie progressivement de droit à chacun d'être différent. Cette lutte contre l'autoritarisme liberticide doit passer par la promotion du dialogue entre tous les citoyens, afin de dépasser les peurs et les idées reçues et de faire vivre les valeurs essentielles que sont la fraternité, l'égalité et la liberté.

2. Sortir de la logique de rentabilité

Une des conditions pour sortir des rapports de domination sociétale est bien évidemment de sortir de la logique de rentabilité capitaliste pour la remplacer par celle de satisfaction des besoins humains. Pour ce faire nous voulons, pour chacune et chacun, conforter les droits existants et en créer de nouveaux. Des droits qui doivent être gérés démocratiquement par les intéressés. Cela implique enfin une réorientation de l'argent public et privé vers la satisfaction des besoins humains.

Un service public citoyen pour tous

Il faut créer un service public européen voire mondial tant sur l'éducation, la santé que sur les transports ou la culture. Les jeunes communistes pensent le service public comme une institution solidaire, citoyenne offrant l'accès pour tous aux mêmes droits en cherchant une efficacité sociale.



Pour nous, le métissage participera à construire de nouveaux rapports, basés sur la reconnaissance de la différence, entre les individus. C'est aussi la construction de collectifs humains où la différence est partagée, comprise, valorisée, mise en commun.

La lutte contre l'extrême droite et les fascismes passe aussi par un apprentissage de notre histoire commune, des luttes contre l'esclavage à la résistance. Notre mouvement a le devoir de favoriser les échanges entre les jeunes et nos aîeux qui, par exemple, ont vécu la déportation. Participer à l'élaboration d'une mémoire collective populaire est une manière de garantir la paix pour les générations futures.

Nous voulons refonder les termes du vivre ensemble. C'est une des clefs pour lutter contre la montée du F-haine. Les idées de ce parti nous sont inadmissibles, nous les combattons de la rue jusqu'aux urnes.

D'ailleurs notre projet s'attaque à ce qui fait son terreau : inégalités, injustices, chômage, misère et crise identitaire. Les quartiers laissés à l'abandon doivent bénéficier de moyens prioritaires pour favoriser le lien social par l'aide aux associations, mouvement de jeunesse..., par le développement de la démocratie participative, l'accès aux services publics, le développement des écoles, une politique urbaine axée sur la qualité de vie, l'accès au logement décent pour tous.

Face au FN, les partis politiques ne doivent pas transiger : nul accord, nul partenariat avec l'extrême droite ne doivent être tolérés. Nous devons nous appuyer sur les textes français et européens, les renforcer, pour faire condamner toute atteinte aux libertés et au respect des individus, toutes listes ne respectant pas les valeurs démocratiques.

Nous condamnons les médias qui traitent hâtivement de thèmes dont se nourrit à l'évidence le FN alors qu'il devrait permettre l'esprit critique et le débat.

Contre le tout répressif et pour le respect des libertés individuelles

Face à l'hystérie ultra-sécuritaire que se développe au sein de notre société, il est important que les Jeunes Communistes réagissent. La loi de sécurité intérieure défendue par Sarkozy est hautement discriminatoire et stigmatise des catégories entières de la population. La punition et l'enfermement devienne les seuls remèdes face à la misère sociale et aux violences diverses qu'elle engendre. Certains centres pénitentiaires de notre pays atteignent des taux de remplissage préoccupants, les conditions de vie des détenus y sont monstrueuses.



supérieur. Les réformes européennes actuellement en cours sont aussi une de ces armes. On assiste parallèlement à une privatisation du savoir par l'intermédiaire de la terrible arme du brevetage scientifique.

L'alliance Chirac-Raffarin-Seillière approfondis la crise économique et politique

En France, la politique du gouvernement loin de n'être qu'une politique de communication comme l'affirment certains, est bien une politique de destruction. Toutes les solidarités sont petit à petit détruites : le système de retraites, la sécurité social, la politique du logement, les aides à la formation, la culture.

Ces politiques s'inscrivent dans un mouvement mondial d'attaques en règle contre les acquis sociaux. Mais cela prend en France un relief particulier du fait d'une histoire faite de conquêtes sociales, de luttes, d'avancées de civilisation.

Le Front Populaire, le programme du Conseil National de la Résistance, 1968, 1981, 1997 (victoire de la gauche) voilà des dates qui, même sans commune mesure dans l'ampleur des avancées, marquent des moments de défaite de la fatalité face au capitalisme. Ces dates là, Raffarin et Seillière veillent à les effacer de notre patrimoine social et politique.

Une par une, les mesures gouvernementales reviennent sur de grands principes de justice sociale, de liberté, d'émancipation. Ce que nos grands-parents et parents ont pris au capital, le capital tente de nous le reprendre.

Il s'appuie pour cela sur les mutations de notre société comme par exemple la révolution informationnelle qui nécessite de repenser le rapport entre formation et emploi, entre temps libre et temps de travail, entre le capital et l'humain.

Raffarin détourne les nouveaux enjeux, les nouvelles aspirations pour justifier sa politique réactionnaire et anti-social.

Quand il s'appuie sur le besoin de renouveler le système de financement des retraites par répartition par exemple, il casse le système en faisant reculer l'âge de départ à la retraite. En introduisant la capitalisation et en excluant la mise à contribution des revenus financiers.

Quand il s'appuie sur la nécessité de réformer le système d'enseignement supérieur, duquel 40 % des étudiants sortent sans diplôme, il oriente la professionnalisation et remodèle la formation en fonction des besoins du patronat. C'est l'institutionnalisation de la mise en concurrence des étudiants, des universités qui est à l'ordre du jour.



L'harmonisation européenne de l'enseignement supérieur tire vers le bas les formations. Elle conduit à faire sauter les cadres nationaux existants et met en concurrence les universités qui devront attirer les étudiants et les capitaux financiers. Les objectifs seront alors la formation des travailleurs en fonction du marché de l'emploi, la concurrence entre les pays, les étudiants et les travailleurs européens. Mais cela signifie aussi l'aggravation de la sélection et des inégalités entre les étudiants.

L'Europe est une réalité de plus en plus palpable dans nombre de domaines, mais très peu de citoyens ont l'occasion de profiter des possibilités qu'elle ouvre : découverte d'autres cultures, d'autres formes de travail, d'autres formations... Au contraire, c'est une Europe à double vitesse qui se construit, véritable forteresse avec des conséquences humaines désastreuses pour les sans papiers.

Cette société de toutes les divisions trouve ses promoteurs en France

Pour commencer le MEDEF, principal syndicat des patrons en France, n'a eu de cesse de casser les acquis sociaux et de se positionner en penseur du capitalisme mondialisé. L'UMP joue le relais en calquant sa doctrine sur celle du MEDEF et en la portant au pouvoir à travers une hégémonie institutionnelle organisée. L'extrême droite, sous couvert d'une critique du système, joue l'aiguillon du capitalisme dans sa version la plus démagogique, la plus anti-social, la plus dangereuse.

Pour combattre la droite et l'extrême droite, les jeunes communistes considèrent qu'il est essentiel de comprendre ce qui a été condamné en 2002 avec l'élection présidentielle et les législatives.

La montée des populismes et de la démagogie

La présence de l'extrême droite au second tour de l'élection présidentielle de 2002, avec comme seul rempart le candidat de la droite Chirac, constitue pour les jeunes communistes la partie visible d'une des plus graves crises politiques de l'histoire de notre pays.

Les jeunes communistes sont inquiets de l'arrivée en tête du vote Front National chez les jeunes. Le 21 avril ne se résume pas à la présence de Le Pen au deuxième tour, c'est aussi 50% d'abstention chez les jeunes, la déroute de la gauche traditionnelle, c'est également des jeunes attirés par le discours de contestation d'extrême gauche. Nous pensons que le 21 avril n'est pas seulement le révélateur de la crise de la politique et de la société, il en est tout à la fois le prolongement et l'accélérateur. Nous ne pouvons donc considérer le 21 avril comme une tempête dans un verre



moins jeunes qui en sont issus. Il devient urgent de permettre aux jeunes de ce pays de s'approprier cette histoire dans toute sa complexité, notamment en permettant de connaître les luttes qui ont combattues ces dominations.

Au plan individuel, savoir d'où l'on vient est essentiel pour se construire. Etre reconnu, avec toute son individualité et tout ce qui la compose, est primordial pour tisser des liens avec les autres, se sentir partie prenante d'une société, et en construire l'avenir.

Au plan de la société, la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité, bien que très tardive (1998) et confidentielle, a été un premier pas. Pour autant, la France n'est pas quitte. Un véritable travail, historique, chiffré, officiel, public, d'acceptation de ce qu'a été l'esclavage, de ce qu'il a rapporté à la France, de ce qu'il a détruit en Afrique, doit être effectué. De la même manière pour le colonialisme et l'immigration forcée qui l'ont suivi, il nous faut créer des espaces et des instances de débats avec tous les acteurs (historiens, juristes, associatifs, politiques, citoyens...) pour sortir du déni de cultures, de mémoires et permettre enfin la construction d'une identité française post-coloniale, prenant en compte chaque individu qui la compose dès aujourd'hui.

Lutter contre les discriminations et s'affirmer comme citoyens du monde

Que ce soit selon le sexe, la couleur de peau, la religion, l'origine géographique, la culture, l'orientation sexuelle, le lieu d'habitation, l'âge... les discriminations quelles qu'elles soient relèvent d'une logique de dominations. Nous avons la conviction qu'un tel phénomène n'est pas inscrit, de fait, dans la nature humaine, mais qu'il est le fruit d'un choix de société qui nous est imposé par le capitalisme.

Ainsi, toutes nos batailles, telles que le droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers, la régularisation des sans papiers, la libre circulation des individus, l'abrogation de toutes les législations anti-immigrés et de la double peine, la renégociation du traité de Schengen qui institue l'Europe forteresse, la préservation du droit d'asile aujourd'hui mis à mal par les lois Sarkozy, l'annulation de la dette des pays du Sud... participent à affirmer les richesses que sont les différences, les apports essentiels de chaque individu au progrès de notre société. C'est donc du local au mondial que notre engagement doit prendre forme pour construire de nouveaux rapports, basées sur la reconnaissance et le respect de nos différences.



De plus, la création de milliers de places en crèche est une urgence pour les femmes comme pour les hommes. Cela créerait pour tous de nouveaux temps de liberté.

L'Égalité - Mixité est ce que nous voulons construire : vivre ensemble dans le respect, dans la perpétuelle découverte de l'Autre, dans l'égalité des droits. Nous voulons rassembler en partageant nos différences, les richesses qu'elles apportent, et construire ensemble de nouveaux rapports homme / femme. Pour autant nous combattons les différences soi-disant naturelles qui sont socialement construites. Celles-ci ont servis à légitimer les dominations de l'homme sur la femme.

Pour une Libre sexualité

Depuis des années, la société de communication et l'idéologie dominante ont entrepris une campagne de grande envergure visant à normer et à normaliser les rapports amoureux et sexuels. Ces normes sont particulièrement dangereuses car elles confisquent l'intimité de l'être. De plus, elles mettent en précarité la vie des jeunes et nous installent dans des logiques de domination, d'affrontement. Nous refusons l'ordre moral. Nous devons favoriser une société qui offre et qui permet une vision plus large des multiples façons de vivre les relations amoureuses et sexuelles entre individus. Il faut sortir la relation sexuelle du seul choix entre hétérosexualité et homosexualité.

Notre engagement s'inscrit dans une lutte contre toutes les mesures discriminant les individus selon leurs orientations sexuelles, et pour la prise en compte de l'homo phobie comme délit au même titre que le racisme. Nous nous sommes battus pour le PACS. Nous pensons qu'il faut aller plus loin. En effet, au delà des discriminations, les couples homosexuels ne bénéficient pas des mêmes droits que les couples hétéros. Quand ces derniers bénéficient de 3 modes d'engagements (concubinage, PACS, mariage), les homos n'ont d'autres choix que celui du PACS. L'état doit garantir l'égalité des droits d'union (concubinage, PACS et mariage) quelque soit l'orientation sexuelle choisie.

De plus, nous revendiquons le droit à la paternité et à la maternité pour tous les couples, que ce soit par le droit à l'adoption ou par le droit à l'insémination artificielle.

Un travail de mémoire pour construire l'avenir ensemble

Le passé esclavagiste et colonialiste de la France se manifeste chaque jour, notamment au travers des milliers de visages des jeunes et des



d'eau. Au contraire, nous sommes inquiets mais résolus à nous attaquer à cette crise.

Prendre part au vote, s'engager dans une association, dans un parti, dans un syndicat, signer une pétition, venir à une manifestation, c'est considérer que l'on peut intervenir sur les choix qui guident notre société. C'est considérer que son avis peut, dans la mise en commun, trouver un débouché politique pour l'humanité. Alors quand un Premier Ministre de la République, qui plus est, appartenant à une majorité de gauche, affirme que les citoyens ne peuvent rien faire face à la dictature de l'argent, au capitalisme dans sa version mondialisée : il ne crée pas simplement de la désillusion, il conforte le « chacun pour soi » et le « sauve qui peut ».

Il faut s'efforcer de tirer les leçons des derniers gouvernements de gauche et de mobiliser la population autour d'un programme de rupture avec le système capitaliste. La gauche regagnera sa crédibilité seulement si elle est capable d'entendre et de répondre aux exigences des classes populaires et de porter avec toutes les forces de changement un réel projet alternatif à la politique de droite et au capitalisme. Loin des accords au sommet, cela nécessite un dialogue constant avec le mouvement social, tous les citoyens déçus par la gauche mais désirant réellement changer la société et l'animation de batailles politiques efficaces, capables de mobiliser largement contre la droite et le libéralisme et d'arracher de nouveaux droits démocratiques et de nouveaux acquis sociaux.

Le poids des idées de l'extrême droite sur l'échiquier politique enflé de manière considérable de telle sorte que lorsqu'on parle d'alternance, nul ne peut prédire aujourd'hui à quel point son contenu serait marqué sur le fond par l'idéologie d'extrême droite et sur la forme par une démarche populiste. Le thème de la sécurité comme priorité absolue au cours de la campagne présidentielle de 2002, dans la bouche de la plupart des candidats, témoigne de cette montée en puissance de ces idées. Nous avons même à faire à une banalisation de ces propos ! Il tente d'apparaître comme un parti respectable débarrassé de ses relents fascistes. Il étend son champ d'action au terrain du social et se restructure pour devenir un parti de gouvernement avec pour objectif la prise de pouvoir. Il faut plus que jamais barrer la route à ce parti et ses idées de haines !

Nous sommes face à une crise des repères, des sensibilités collectives, une crise des idéologies. Cela nous interroge sur la conception de notre analyse de la société, de notre démarche et de notre projet. C'est une crise de l'espérance en un monde meilleur.



Les inégalités sociales, le chômage, la précarité, les injustices, la misère, les atteintes à la dignité, les problèmes de logement, l'insécurité... Les difficultés s'accumulent au quotidien. Pour faire passer sa politique libérale, le gouvernement de Raffarin flatte des réflexes populistes. Certains ministres vont même jusqu'à parler avec dédain de « droit-de-l'hommeisme ». Pour lutter contre la fatalité, il y a besoin de mettre à nu les règles et les objectifs du système capitaliste, d'explicitier les raisons des échecs des politiques mises en œuvre, de donner à voir, dans leur complexité, de véritables réponses alternatives.

Les jeunes communistes parce qu'il sont anti-capitaliste et de par le passé du mouvement (résistance, anticolonialisme...) constituent les adversaires les plus farouches de l'extrême droite. Dans ce combat, nous ne ferons aucune concession à l'idéologie nauséabonde du « gauche-droite tous les mêmes ». Que cette idéologie vienne du côté de Saint-Cloud ou de ceux qui, « tellement à gauche », en oublient de battre l'extrême droite au second tour de l'élection présidentielle de 2002 ou la droite à d'autres élections.

Les jeunes communistes, en luttant pied à pied contre les méfaits du capitalisme, en discutant avec leurs voisins, leurs amis, leurs collègues du système qui engendre ces coups, participent au combat contre toutes les démagogues et populismes.



Nous luttons contre les violences faites aux jeunes filles (et aux femmes), qu'elles soient verbales, physiques ou sexuelles. Ce combat nous l'avons déjà entamé avec l'appel lancé contre les violences faites aux jeunes filles, nous devons poursuivre dans ce sens et aller au delà. Notamment en refusant toute stigmatisation de la jeunesse dans les cités pour ne pas participer à la criminalisation des jeunes faites par la droite et l'extrême droite exacerbée par les médias.

Les écoles, les collèges, les lycées doivent être les lieux privilégiés pour l'éducation au respect mutuel, pour apprendre à connaître l'Autre, au vivre ensemble. C'est le sens que nous donnons au terme de « mixité ». Ainsi, la mise en place de cours spécifiques sur le rôle et la place des femmes dans l'histoire de nos sociétés, ainsi que sur les rapports hommes/femmes est une exigence que nous portons. En effet, il y a eu des Femmes dans notre histoire, mais elles n'ont que trop peu de place dans l'histoire des Hommes. Comment une femme peut-elle construire son identité et sa vie sociale dans une société qui la pense inférieure et qui institutionnalise les inégalités ? Nous devons lutter pour déconstruire les comportements socialement hérités et édifiés. Des actions de prévention, émanant de la responsabilité de l'Etat, doivent être mises en place, de l'école jusqu'à la fac, pour informer, dénoncer, protéger et construire de nouvelles relations entre les hommes et les femmes.

Pour y contribuer fortement, les conditions doivent être créées pour permettre aux femmes et aux jeunes femmes d'être actrices à part entière dans la sphère politique, pour leur garantir le même accès que les hommes aux pouvoirs et aux responsabilités. Cela changerait de manière significative la politique et ses pratiques.

Nous revendiquons l'égalité entre hommes et femmes dans tous les domaines de la vie et notamment face au travail. Nous demandons qu'une véritable loi sur l'égalité salariale soit examinée et adoptée et que l'Etat mette en place un système de contrôle et de sanctions vis-à-vis des entreprises ne respectant pas ce droit à l'égalité salariale.

La place de l'homme dans le foyer ne doit plus être négligée. Nous demandons l'allongement du congé paternité au delà des deux semaines acquises. Nous voulons l'augmentation des allocations destinées aux familles pour permettre l'émancipation de chacun des parents. Nous sommes contre toute incitation en direction des seules femmes à rester au foyer.



sociale, culturelle, cultuelle... une mémoire humaine. Ses rencontres, ses expériences viendront compléter son patrimoine. Et lui aussi contribuera à compléter celle de l'humanité. L'individu se métisse et est métis, c'est-à-dire un être qui existe dans une relation à l'autre, aux autres et au monde avec son propre et unique métissage qui évolue tout au long de sa vie.

Le métissage n'est pas un simple mélange génétique. Ce n'est pas non plus quelque chose de figé, c'est un tissage continu de cultures, de personnalités, d'expériences, de mémoires qui, lors de la rencontre, crée du nouveau sans effacer les spécificités de chacun. C'est donc en construisant l'égalité dans la différence, pour tous et pour chacun, que nous souhaitons redonner toute sa richesse à la rencontre.

Pour construire d'autres rapports homme / femme, l'égalité - mixité

La lutte pour l'égalité - mixité est un combat essentiel, que nous devons mener ensemble, filles et garçons. La conquête de droits, de libertés pour les femmes contribue à faire avancer la société toute entière.

Ceci est indispensable pour dépasser le mode de vie actuel qui nous est imposé depuis de trop nombreuses générations. Il nous faut lutter pour sortir des rapports de dominations, du système patriarcal. Et atteindre enfin la véritable émancipation des femmes permettant ainsi l'émancipation de toute la société. Mais il nous faut aussi lutter contre la morale judéo chrétienne (qui conçoit la femme, notamment, comme étant la mère des enfants avant tout en niant souvent son identité) ; et contre tous les intégrismes et tous les obscurantismes.

Nous ne considérons pas les violences subies par les femmes dans la sphère familiale comme relevant du domaine privé. Le travail effectué par les associations d'aide aux victimes doit être soutenu. Néanmoins, l'aide aux victimes ne doit pas incomber aux associations mais à l'Etat dans une démarche globale d'amélioration des rapports hommes/femmes dans la société.

Il doit pouvoir intervenir au delà de la justice dans les violences conjugales ou parentales, par la mise en place d'un réseau d'écoutes et d'aides sur tout le territoire pour être au plus près des femmes et de leurs lieux de vie. Luttons pour que ces tabous tombent et pour que la justice sanctionne convenablement ces hommes qui n'ont aucun respect pour la femme.

Nous n'acceptons plus l'image dégradée de la femme, véhiculée par les médias et par les publicités, qui contribue à faire de la femme un objet. Elle participe l'augmentation de la tension entre les sexes.



II. ÊTRE JEUNES AU XXI^{ème} SIECLE

1. Les jeunes premières victimes du système capitaliste

Les inégalités sociales, le chômage, la précarité, les injustices, la misère, l'insécurité, la ghettoïsation, les discriminations... Les jeunes sont les premières victimes du système capitaliste.

Pourtant la jeunesse est le moment de la préparation des choix, de la construction des aspirations, de la définition progressive de l'identité. Ce qui devrait être un moment d'épanouissement, d'apprentissage de la vie, de formation à tous les niveaux est aujourd'hui un véritable parcours du combattant. Tous les jeunes du monde sont en quête d'identité. En effet, la mondialisation a bouleversé tous les repères idéologiques, culturels, sociaux. Nous vivons une phase de transition, de redéfinition de tous les fondements de notre société et de nos relations aux autres. Dans ce contexte, les jeunes, plus que quiconque, doivent se construire, se chercher au sein d'une société en mouvement perpétuel. Il est de plus en plus difficile de trouver notre place dans une société dans laquelle les jeunes, dans tous les aspects de leurs vies, servent de cobayes à un capitalisme exacerbé.

Ce qui caractérise les jeunes aujourd'hui c'est leur diversité de parcours, d'origine sociale et culturelle : filles ou fils de parents immigrés, étudiants ou jeunes salariés, vivant dans une cité de la Courneuve ou dans une bourgade de l'Aude... L'exclusion par le territoire est réelle et vivre à la campagne n'est pas un luxe. Les solidarités dans les villages s'amenuisent et de plus en plus de jeunes se trouvent dans la misère tant au niveau financier, qu'au niveau social ou culturel. Etre jeune travailleur, lycéen, chômeur à la campagne pose des problèmes d'accès) l'emploi, aux études, à la culture, aux autres villages. Seul un développement ambitieux des services publics peut permettre de les sortir de leur isolement.

Autant de situations qui induisent une diversité d'aspirations auxquelles la société n'offre souvent que peu de réponses. Des aspirations aussi diverses que trouver un logement indépendant, suivre des études courtes ou longues dans une filière choisie, s'installer en couple, se consacrer à une passion...



La seule chose qui semble nous réunir, c'est la précarité... Précarité sur nos lieux de travail, d'études et de vie.

Des statistiques révèlent que les jeunes d'aujourd'hui sont plus pauvres qu'il y a trente ans. 80% d'entre nous font leur entrée dans le monde du travail par un emploi précaire: contrat à durée déterminée, intérim, rémunérations en dessous du SMIC et conditions de travail indignes.

Les jeunes en formation ne sont pas en reste. De plus en plus de lycéens exercent des petits boulots en plus de leurs heures de cours.

Sur 2,2 millions d'étudiants, 800000 sont obligés de travailler pour financer leurs études, pour subvenir à leurs besoins ce qui signifie pour un certain nombre d'entre eux une sortie prématurée des études ou le choix d'une filière par défaut. En janvier 2000, un rapport avançait le chiffre de 100 000 étudiants parmi les seuls boursiers vivant en dessous du seuil de pauvreté! Indéniablement, il existe un lien de cause à effet entre pauvreté et échec scolaire. Ce qui constitue un cercle vicieux.

Toutes ces situations de précarité ont des répercussions sur la manière dont nous appréhendons notre jeunesse et notre futur. L'angoisse face à l'avenir crée un malaise chez les jeunes. En 2000, 600 000 d'entre eux ont fait une tentative de suicide. Ce malaise est la conséquence du fossé qui sépare leurs aspirations de ce qu'ils vivent.

La précarité, conjuguée à d'autres facteurs, nous plongent dans une précarité intellectuelle insoutenable. L'esprit critique de notre génération est en crise. Les jeunes n'ont aucun moyen et aucun espace pour comprendre le monde.

Alors que la société devrait nous porter une attention particulière, elle nous renvoie seuls face à nos choix, nous instrumentalise et nous stigmatise. Cette stigmatisation est redoublée puisqu'elle est largement relayée par les médias. Elle renvoie aux symboles de ce que la société capitaliste veut faire de nous: des ultra consommateurs modelés par la loi du fric, des enfants de la pensée unique sans esprit critique, désintéressés de la politique. On nous stigmatise à partir de ce que la société voudrait que nous soyons: précaires, incultes donc manipulables face à un pouvoir qui alterne jeunisme démagogique et autoritarisme.

La précarité et le mal être, dans lesquels la société nous a installés, ne sont pas une fatalité. Nous ne céderons pas au capitalisme qui tente de nous diviser entre jeunes et entre générations pour mieux nous asservir.



III. CHANGER LE MONDE : LE PROJET DES JEUNES COMMUNISTES

Une démarche permanente de rassemblement

Les jeunes communistes combattent les logiques du capitalisme qui régissent le monde et dans ce cadre la politique de la droite. Ils cherchent à rappeler que les 80% de votants pour Chirac au second tour ne sont en rien un plébiscite de la politique de droite. Les manifestations du printemps dernier, celles des intermittents du spectacle, la mobilisation à la fête de l'Humanité et au FSE de cet automne montrent combien la volonté de résistance grandit dans notre pays.

Nous sommes de tous ces mouvements, de toutes ces contestations. Notre présence, nos actions marquent notre volonté d'en découdre avec le patronat, avec la droite et tous ceux qui prônent le fatalisme ou l'obscurantisme. Nous voulons travailler à faire échec à cette politique à tout instant dans la lutte et lors des élections qui se dérouleront en 2004. Nous avons des propositions qui dérangent la droite, c'est pour cela que nous travaillons à les mettre en débat pour créer le rassemblement le plus large.

Et quand les Libéraux affirment que seule une minorité de spécialistes doit décider pour l'ensemble de la société, nous répondons en appelant tous les citoyens à participer aux débats politiques et aux décisions. Aucune fac, aucun lycée, aucune entreprise ne doit être fermé à l'intervention de ceux qui y travaillent, y étudient.

Nous voulons rassembler un maximum de jeunes et d'étudiants car nous pensons que c'est la condition sine qua non pour construire et faire grandir la possibilité d'un changement de société.

1. Pour changer les rapports à l'autre

Les tensions à tous les niveaux qui perdurent entre les individus appellent de toute urgence la construction d'autres relations entre les individus. Entre l'universalisme confusionnel, qui nie les différences, et le repli sur soi, qui divise les individus et exacerbe les violences, les jeunes communistes choisissent le métissage.

Chaque individu porte en lui un patrimoine riche et multiple, pas seulement génétique. Il est issu d'une histoire, l'histoire de ses parents, d'une condition



de l'élaboration d'un projet de société, un projet à échelle humaine qui soit radicalement différent de celui de la droite libérale et qui redonne l'espoir de pouvoir enfin vivre tous ensemble.



2. Les jeunes et la politique

Les modes de vie, les façons d'être en société des jeunes sont loin d'être linéaires et cloisonnés. Nous voyons trois grandes catégories d'engagement, non exhaustive et qui ne s'excluent pas : l'engagement pour soi, la violence, l'engagement collectif.

La violence des jeunes fait souvent l'actualité, sans pour autant décrypter cette forme particulière que sont les violences que les jeunes font peser sur eux-mêmes. La violence contre sa propre génération possède inévitablement des fondements autodestructeurs. Elle constitue une réaction à la violence sociale subie. Le taux de suicide ou les tentatives, la vitesse excessive en voiture ou en deux-roues, l'alcool, les drogues... sont autant d'exemples de jeunes en mal être, d'une société qui met en fuite de la réalité notre génération.

L'engagement pour soi est une tendance forte des jeunes. En effet, beaucoup d'entre nous s'engagent volontairement dans cette société, acceptant ses contraintes, s'investissant particulièrement, voire totalement, dans le travail, la vie de famille ou amoureuse... Ou encore, dans les études qui représentent souvent un surinvestissement individuel, avec la volonté de « s'en sortir ». Ces types d'engagement s'accompagnent souvent de résignation et de fatalisme.

L'engagement collectif recouvre des réalités différentes. Il peut se traduire par un don de soi, une démarche sacrificielle de surinvestissement pour les autres. L'engagement dans les associations ou dans l'humanitaire est un engagement collectif qui participe à la fois du don de soi et de la nécessité de voir aboutir concrètement et utilement ses actes. L'engagement collectif se regarde aussi parfois dans le rapport que les jeunes entretiennent à la politique.

On nous assène dans les médias que notre génération serait dépolitisée, loin des préoccupations citoyennes. Oui il y a un véritable problème entre les jeunes et la politique aujourd'hui. Parmi les votants, un jeune sur cinq a voté Le Pen aux présidentielles de 2002. Près de 40% se sont abstenus. Le problème n'est pas uniquement la dépolitisation, mais un désaveu des partis et des institutions politiques tels qu'ils se présentent aujourd'hui. De nombreux jeunes adhèrent à des associations, participent à des actions humanitaires. Ils ont, pour la plupart, envie de participer à la construction citoyenne.



Et les jeunes qui ont voté Le Pen ne sont pas non plus le symbole d'une jeunesse réactionnaire comme on voudrait le faire croire. Ils sont les laissés pour compte de la vie économique. Et ils ont cru trouver dans Le Pen l'expression de leur malaise, de leur rejet de la classe politique dans son ensemble, renvoyant gauche et droite dos à dos. Les jeunes communistes veulent redonner des lettres de noblesse à la politique. Ils luttent pour rompre avec les cloisonnements érigés et entretenus entre les « exécutants » et les « décideurs », entre la « politique » et le « mouvement social », entre « les jeunes » et les « institutions », entre les « natifs français » et les « résidents étrangers ».

La formule « La politique ne peut pas tout » est rejetée par une partie de la jeunesse. Nous sommes des milliers de jeunes à agir contre la guerre, pour la défense des retraites, de la santé, contre les réformes de l'enseignement supérieur pour contrer la politique de la droite. Cela montre combien cette crise de la politique n'exprime pas une indifférence face à notre avenir et à celui de la société. C'est un atout que les jeunes communistes par leur idéal et leur démarche veulent mettre à contribution sous toutes les formes pour faire reculer en acte l'idéologie et la politique libérale menée par le gouvernement.

3. Ils sont une poignée, nous sommes des milliards

Partout des résistances s'organisent, certaines depuis des années. D'autres se sont construites, développées plus récemment. A Seattle, à Bombay, au Venezuela, au Brésil avec le Mouvement des Sans Terre, en Europe contre l'AGCS, en Palestine mais aussi en Israël avec les "refuzniks" (objecteurs de conscience qui refusent de faire leur service militaire), au Sahara Occidental, aux Etats-Unis avec les opposants à la politique intérieure et extérieure de Bush, mais aussi en France, surtout depuis le 21 avril 2002. Mais que sont ces pôles de résistances ? Des hommes et des femmes isolés qui luttent contre un pouvoir économique ou politique en place ? Des organisations qui essaient de rassembler autour d'une idée, d'une lutte ? La résistance, est-elle orpheline de constructions, d'alternatives ?

Ces mouvements de résistance sont d'abord nés d'une contestation. Contestation de la concentration des pouvoirs d'une poignée d'hommes organisant le monde à leur guise et selon la logique du profit maximum, comme dans le cadre des manifestations contre le G8 ou pendant les



réunions de l'OMC. De plus en plus de jeunes partout dans le monde participent à ces résistances.

Les jeunes sont l'une des composantes majeures de l'altermondialisme. Ce mouvement a pris une nouvelle dimension lors des événements de Seattle. Même s'ils n'étaient alors qu'une violente colère. La résistance a évolué vers la construction d'un autre monde : avec les Forums Sociaux Mondiaux, Continentaux et Locaux avec les manifestations pour une mondialisation solidaire. Des jeunes du monde entier participent aux débats pour changer la société, s'organisent dans les mouvements pour la paix, contre le sida, pour une autre utilisation des richesses.

Il ne faut pourtant pas négliger le caractère mouvant et souvent inorganisé de la mouvance altermondialiste, ni l'aborder simplement comme un ensemble cohérent. Pour nous, jeunes et étudiants communistes, l'alternative face à la mondialisation capitaliste à un nom : le communisme. Cette conviction est cependant loin d'être une évidence pour l'ensemble de la mouvance altermondialiste. Des convergences sont possibles et doivent être construites, en étant attentifs et critiques aux individus et associations avec lesquelles nous travaillons.

Les jeunes communistes sont entièrement partie prenante de ces résistances. Autour du 21 avril 2002 puis, plus largement, avec les manifs du printemps 2003. La rencontre s'est faite pour beaucoup de jeunes avec notre organisation. Nous avons réussi à leur offrir une porte d'entrée en politique et à augmenter considérablement le nombre d'adhérents de notre Mouvement.

En participant aux différents mouvements contre la guerre, contre la réforme des retraites et dans la construction de propositions communes avec d'autres organisations de jeunes progressistes européens pour une Europe solidaire, les jeunes communistes participent à la construction d'un autre monde.

Chaque jour, nous mettons en débat nos propositions, nous organisons, des actions de résistances contre les méfaits du capitalisme comme par exemple l'invasion du Virgin Mégastore sur les Champs Elysées pour dénoncer, avec des syndicats et des organisations de jeunes, la précarisation constante des jeunes travailleurs. Nous prenons la mesure de ce qui se passe chez nous et loin de chez nous. Chaque année ce sont des dizaines de jeunes communistes qui partent partout dans le monde pour faire vivre les solidarités, en Palestine, en Afrique, en Amérique du Sud. Toutes ces initiatives participent à la construction d'un pôle de résistance. Notre particularité de jeunes communistes est que cette résistance s'accompagne